

page 5 éditorial

PRE

Le Brexit est notre malheur. Pas seulement celui de voisins étranges – étrangers, bien sûr vus d’une France qui balance depuis des siècles entre méfiance de l’adversaire héréditaire et anglomanie envieuse. L’interminable série *Brexit* éclaire certes faiblesses et illusions des voisins, mais fait écho aux nôtres.

Scellée ou non par un accord de dernier moment, la séparation aura des effets économiques négatifs de part et d’autre du Channel : une rétraction des échanges commerciaux, que le Royaume-Uni ne pourra compenser par une mythique projection mondiale ; une dégradation globale des rapports économiques bilatéraux, qui ne pourrait se soigner que sur le long terme. La réduction du poids économique britannique – Londres dedans ou dehors – est aussi une réduction « européenne ».

L’éloignement britannique va peser sur un ensemble atlantique en mauvaise passe – et qui va le rester, même sous les formes courtoises que lui redonnera un président américain « normal ». Londres perdra définitivement son rôle d’honnête courtier entre Washington et les continents ; son poids singulier sera de moins en moins significatif pour les Américains ; et ses inévitables difficultés économiques affecteront l’efficacité de sa diplomatie et de son instrument militaire, donc son rôle dans l’ensemble transatlantique.

Les Britanniques ont certes toujours été, de notre point de vue, des Européens « déviants », se méfiant de toute cristallisation politique sur le continent, affectant de ne voir dans la construction européenne qu’une facilité économique de libre-échange. Mais notre échec à les convertir fait écho à une impuissance plus large : les divisions internes à l’UE peuvent nous faire douter qu’un véritable projet commun réunisse les 27 d’aujourd’hui. Au vrai, le débat, les contradictions, qui opposent les fantasmes hyper-politiques de la France à l’illusion infra-politique de beaucoup d’autres n’ont jamais pu être tranchés.

La dimension interne du Brexit n’est pas la moins préoccupante. L’unité même du Royaume est en cause, l’unité d’un des plus vieux États d’Europe, en un temps où les tendances centrifuges s’affirment un peu partout sur le Vieux Continent – la panique générée par le COVID semblant même fouetter, au-delà de toute raison, les dynamiques régionales, voire séparatistes...

Et ce *Take back control* : persiflons tant qu’il s’agit des Britanniques ou des Américains incarnés par Trump (et 71 millions d’électeurs), mais qu’espèrent d’autre de larges parts des peuples européens ? Reprendre le

contrôle face à une mondialisation ouverte à tous vents, dont Bruxelles s'est voulue l'efficace outil ; contre l'« étranger », incarné par les migrations ; contre « les élites » politiques, scientifiques, nationales ou européennes, bref cosmopolites... Le fantasme de l'identité profonde – historique, culturelle, voire ethnique – menace désormais le concept de l'identité politique qui fonde les démocraties modernes. Dans le *Take back control*, il y a le désir légitime de souveraineté, mais aussi la poursuite d'une identité mythique dont la raison d'être est de s'opposer à l'autre.

Quant à l'image d'une vieille puissance ayant, au fond, échoué à digérer la *diminutio capitis* de l'après Seconde Guerre mondiale, elle devrait nous toucher, nous autres Français... Londres espère réinvestir, sur ses propres moyens, le rêve mondial du *Global Britain*. Paris tente, depuis des décennies, d'ériger l'Europe en porteur de ses espérances de souveraineté et de puissance : sans trop de succès...

* * *

En se distanciant de l'Union européenne, les Britanniques disent brutalement ce que souhaiteraient sans doute exprimer nombre de continentaux, plus intégrés dans la construction européenne : contre leur système politique, contre l'Union, contre le monde tel qu'il va... Mais ils témoignent pour nous beaucoup moins d'un espoir – il va se fracasser rapidement – que d'une absence de repères dans un monde en pleine déconstruction. Déconstruction de la hiérarchie des puissances émergée de l'immédiat après-guerre froide – benoîtement baptisée par les idéologues occidentaux « ordre libéral international » ; déconstruction des ordres régionaux que garantissait, tant bien que mal, cette hiérarchie – par exemple en Méditerranée, au Moyen-Orient ; déconstruction des structures multilatérales – qui assumaient cet ordre en le dépassant dans des cadres juridiques qui aidaient à la stabilité globale ; déconstruction d'une mondialisation se satisfaisant de son anarchie, sans principe ni structure de gouvernance que la prééminence financière ; déconstruction, enfin, de systèmes démocratiques écartelés entre les demandes de leurs peuples et leur impuissance visible à maîtriser la globalisation et la dynamique technologique.

Le score de Donald Trump nous rappelle que le malaise « déconstructeur » ne se limite pas à l'Europe. Le retour d'un président américain classique, payant tribut aux organismes et processus multilatéraux, à l'Alliance, à la construction européenne, bouleversera-t-il l'agenda ? Il est raisonnable d'en douter. Parce que l'Amérique n'est plus maîtresse du

jeu, même si elle le domine encore de son poids ; parce que *America first* restera la règle, même dans des envolées moins bruyantes ; parce que la plupart des Européens, rassurés sur la bienveillance du parrain, seront tentés de s'enfoncer à nouveau dans le confort du couffin américain.

Or le Vieux Continent risque de se retrouver bien seul. Pas parce que les Britanniques s'éloignent ; parce que la rétraction des puissances sur leurs intérêts propres nous laisse isolés face à nos propres problèmes, nous Européens qui nous refusons à être une puissance : ce qui se passe en Méditerranée orientale avec ou contre la Turquie, en Méditerranée en général, au Proche-Orient, en témoigne : Washington est loin, absente.

* * *

Fin 2020 : le Royaume-Uni s'éloigne ; le COVID-19 est toujours là ; un président neuf s'installe à la Maison-Blanche ; la cacophonie entre puissances installées et puissances montantes fait le spectacle ; les démocraties semblent douter d'elles-mêmes...

La présente livraison de *Politique étrangère* explore en profondeur déterminants et conséquences du Brexit : au-delà des hypothèses de court terme, il s'agit de le considérer comme un symptôme, d'y découvrir nos futurs possibles. Le champ méditerranéen semble, lui, redevenir un espace d'affirmation des puissances régionales – et au premier chef de la Turquie, alors que le monde musulman est plus que jamais éclaté, et les Européens enfermés dans leur impuissance volontaire, qu'encouragera sans doute l'amabilité du nouvel occupant de la Maison-Blanche.

N'oublions pas le COVID, facteur lourd, à court terme, pour la cohésion politique et la survie économique. Les exemples de l'Afrique et de l'Amérique latine, ici traités, montrent comme régimes et sociétés réagissent différemment aux situations d'urgence, y compris sanitaires : le cas de l'Afrique est particulièrement intéressant, la faiblesse même des régimes permettant, paradoxe, une plus large mobilisation des sociétés civiles.

Un fil réunit tous ces thèmes : celui de la différenciation politique d'un champ international dont l'idéologie mondialiste nous martèle chaque jour l'unicité. Une différenciation qui ressemble à un éclatement. Pour reconstruire du commun, psychologiquement, politiquement, institutionnellement, le bricolage suffira-t-il, ou un *big bang* sera-t-il nécessaire ?

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2021

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

